

Accords fiscaux—Loi

c'est d'en améliorer la gestion. Tout le monde en bénéficierait, à mon avis, y compris les clients des maisons de convalescence, le gouvernement et les contribuables.

M. Nelson A. Riis (Kamloops—Shuswap): Monsieur le Président, c'est avec tristesse que je prends la parole pour faire une dernière observation au sujet d'un projet de loi que présente le gouvernement progressiste conservateur du Canada en vue de réduire le financement de l'enseignement au Canada, de réduire le financement des soins médicaux au Canada car, ne nous leurrions pas, c'est exactement là ce que va donner le projet de loi C-96.

Il y est dit que nous n'avons plus les moyens de former et d'éduquer nos jeunes et les Canadiens en général. Il y est dit que nous n'avons plus les moyens d'offrir aux Canadiens le genre de soins médicaux auxquels il sont habitués et dont ils ont besoin.

A en croire les députés d'en face, le gouvernement a une meilleure idée et veut privatiser les soins médicaux. Or, lorsqu'on se lance en affaires, c'est pour une seule raison, à savoir réaliser des profits. C'est là le seul but en affaires, faire de l'argent et réaliser des profits. Un pays où on est prêt à réaliser des profits sur le dos des personnes âgées et des personnes qui ont besoin de soins médicaux a une société malade, dirigée par un gouvernement malade. En privatisant les maisons de convalescence et les hôpitaux, le gouvernement cherche à faire de l'argent. Je défie n'importe lequel des députés conservateurs de prétendre le contraire, que leur gouvernement ne cherche pas à réaliser des profits, à maximiser ses profits. Chercher à maximiser ses profits aux dépens des malades ou des personnes âgées qui ont besoin de soins n'est pas le fait d'une vraie société civilisée.

Le député me lance depuis l'autre côté de la Chambre que nous devrions nationaliser les hôpitaux. Ce sont là des établissements publics qui ne devraient pas chercher à réaliser des profits. Je suis d'avis que tout député qui pense que nos hôpitaux ont pour but de faire de l'argent pour des entrepreneurs ne sait pas mettre de l'ordre dans ses priorités.

M. Corbett: Monsieur le Président . . .

Le président suppléant (M. Paproski): A l'ordre, s'il vous plaît. A l'ordre, s'il vous plaît. Le député sait que je lui ai accordé quelques minutes supplémentaires. Je voudrais entendre le député de Kamloops-Shuswap (M. Riis). J'ai beaucoup de mal à entendre ce qu'il dit.

M. Riis: Je vous remercie pour votre intervention. C'est ce député, je crois, qui accusait d'autres députés de chercher à l'interrompre. Il disait qu'ils devraient avoir le bon sens d'écouter ses propos éloquentes et remplis de sagesse. Je ne reprendrai pas ses propos, monsieur le Président, mais je n'aime pas du tout ce qui se passe ici aujourd'hui.

Une des raisons en est que je représente ici une circonscription de la Colombie-Britannique. C'est une province qui a un gouvernement anti-intellectuels, anti-éducation, anti-formation, anti-universités, anti-collèges et anti-écoles. La preuve en est qu'il y a déjà quelques années, on croyait au Canada que le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux partageraient également le financement de nos universités, collèges

et instituts techniques—moitié-moitié. Mais pour ce qui est de la Colombie-Britannique à l'heure actuelle, si on demande qui finance en totalité les universités et les collèges, c'est le gouvernement fédéral. La Colombie-Britannique ne consacre plus le moindre sou à l'enseignement postsecondaire. Elle s'en désintéresse. Elle a violé l'accord qu'elle avait conclu il y a de nombreuses années aux termes duquel elle devait partager les frais moitié-moitié.

Y a-t-il un seul député conservateur, libéral ou néo-démocrate qui oserait prétendre que la Colombie-Britannique, qui ne verse pas un sou pour l'enseignement postsecondaire agit honorablement? Non. Il y a une province sur la côte du Pacifique qui est contre l'enseignement, car nous avons été témoins de réductions dévastatrices opérées dans notre système d'enseignement, depuis l'enseignement préscolaire jusqu'aux études supérieures dans nos universités. Ces derniers jours, tous les collèges de la province ont reçu un avis leur apprenant qu'après les nombreuses coupures effectuées au fil des années, il en sera de même cette année encore.

Le Collège Caribou dans la localité de Kamloops vient de recevoir l'avis qu'il doit réduire d'un demi-million son budget déjà fort modeste. Ce budget est réduit au strict minimum. Voilà pourquoi certains d'entre nous, notamment de la Colombie-Britannique, s'inquiètent de l'incidence du projet de loi C-96, qui propose une réduction de la contribution fédérale. La Colombie-Britannique ne paie rien et désormais le gouvernement fédéral réduira ce qu'il est censé verser pour l'enseignement postsecondaire.

Cette année, la Colombie-Britannique touchera du gouvernement fédéral 36 millions de moins qu'elle n'aurait reçu en vertu de la formule habituelle. L'an prochain, cette réduction atteindra 75 millions de dollars.

Au cours des cinq prochaines années, soit cette année et les quatre suivantes, la Colombie-Britannique perdra des paiements de transfert d'un total de 642 millions au titre de l'enseignement et des soins médicaux. D'un bout à l'autre du Canada, le gouvernement fédéral refusera de dépenser \$5.608 milliards pour la santé et l'enseignement postsecondaire.

Un député qui représente la région centrale de la Colombie-Britannique ressent une inquiétude particulière, car lorsqu'on songe aux pays de l'OCDE, on voit que tous les pays industrialisés de l'Ouest redoublent d'efforts dans le domaine de l'enseignement postsecondaire, la formation scientifique et la formation sur le tas. Un seul pays ne manifeste pas le même enthousiasme envers l'enseignement postsecondaire et c'est le Canada. Les Canadiens sont mal servis par rapport à tous les autres pays de l'OCDE. Quand on regarde ce qui se passe dans les provinces et les territoires au Canada, on voit qu'une province consacre à l'enseignement postsecondaire des fonds beaucoup plus faibles que les autres et réduit encore la proportion de son budget consacrée à l'enseignement postsecondaire et aux soins médicaux et c'est la Colombie-Britannique. Les citoyens de la Colombie-Britannique en souffrent non seulement parce qu'ils sont Canadiens, mais parce qu'ils sont aussi des citoyens de la Colombie-Britannique.